

« GEOPOLITIQUE DES MARCHES DE LA CHINE : TIBET, XINJIANG, MONGOLIE... »
conférence de Lionel Vairon
pour les responsables de la F.A.F.C. (24.05.2008), Lycée Louis Le Grand, Paris.

Ancien diplomate, jusqu'il y a peu conseiller stratégique (monde arabe) au ministère de la Défense, chargé de cours à HEC, à l'Institut des hautes études de la défense nationale, l'INALCO (Vietnam) et responsable du séminaire « Chine » au Collège interarmées de défense, professeur à l'Institut des cadres de Pudong (l'ENA chinoise...), Lionel Vairon, à présent consultant, a signé le remarquable « **Défis chinois. Introduction à une géopolitique de la Chine** » (Ellipses 2006.) Le but de cet ouvrage, parfois provocateur, est de faire réfléchir le public sur ce que disent les médias français à propos de la Chine.

Le sentiment d'humiliation national surmonté, la Chine entend reprendre sa place. On connaît l'ouvrage « *La Chine peut dire non* » (1996), grand succès de librairie en Chine, rédigé par des intellectuels hostiles au régime, mais qui vise les Etats-Unis : la Chine peut dire « non », non pour rechercher la confrontation mais afin d'établir avec la superpuissance un dialogue plus équilibré. La Chine doit se prononcer en fonction de ses intérêts propres. Or c'est précisément le contraire que nous exigeons d'elle...

L'actuelle campagne anti-chinoise fait ressurgir un sentiment national qui touche tout le monde, y compris les intellectuels libéraux et il ne s'agit donc pas d'une instrumentalisation du PCC.

170 millions d'internautes peuvent voir comment le monde occidental les décrit et ils en sont irrités. Cela entraîne par ailleurs, depuis quelques années, un regain d'intérêt pour la culture chinoise classique, reflet d'un malaise identitaire face à une sous-culture importée.

En fait, la Chine entend être respectée ; elle ne peut admettre les provocations, comme par exemple la présence d'une banderole de la secte Falungong à la Maison Blanche (en avril 2006) lors de la réception du président Hu Jintao par le président américain. Elle entend également être consultée (voir le dossier Nord coréen, dans lequel elle constitue un passage incontournable.)

Comment les Chinois se voient-ils ?

Ils distinguent :

- le centre et les marches (Tibet, Xinjiang, Mongolie...) où la sécurité nationale, perçue à partir de cet espace de la Chine historique, doit être totale, afin de ne pas mettre l'édifice en péril,
- la périphérie où la priorité est à la stabilité et à la diplomatie pour un pays qui, de 1949 à 1978, a connu 23 conflits territoriaux mais qui, depuis, les a évités par des négociations avec ses voisins.
- au-delà, les USA et l'Europe qui ne doivent pas rentrer dans son espace périphérique mais être contenus à l'extérieur pour ne pas constituer des menaces.

Le monde, vu de Beijing, est donc bien différent de celui vu de Washington. La Chine a, à ses portes, d'une part trois puissances nucléaires et d'autre part une série d'Etats instables. Elle se trouve face à un basculement stratégique historique ; sa menace ne vient plus de l'Ouest et de la Russie, mais pourrait provenir de l'Est, conséquence de l'encerclement américain (avec le Japon et Taiwan) La Chine réfléchit à son identité stratégique : va-t-elle devoir renforcer sa puissance maritime (sa sécurité pourrait dépendre demain de sa capacité à embarquer une puissance nucléaire mer/espace) ? Si Taiwan devenait indépendant, l'accès au Pacifique pourrait lui être bloqué, la priorité chinoise est donc d'élargir vers l'Est son espace sécuritaire, d'autant qu'elle est préoccupée par le renforcement stratégique considérable déployé depuis deux à trois ans par les USA dans le secteur du Pacifique, à Guam particulièrement.

Elle doit également faire face, sur son propre territoire comme à l'extérieur, à l'islamisme : Asie centrale, Asie du Sud-est, Xinjiang... et au Tibet, à une crise géopolitique car, si l'Union européenne a déclaré que le Tibet relève de la souveraineté chinoise, et puisque si l'Inde, depuis 2003, a également reconnu cette souveraineté (contre la reconnaissance de l'intégration du Sikkim à l'Inde) cette question n'en demeure pas moins pas sujette à polémiques.

Dans ce contexte, la Chine a besoin de renforcer trois secteurs :

- **son approvisionnement énergétique** : c'est sa première priorité (elle utilise 72% de charbon) et la légitimité du régime repose, notamment chez les jeunes, sur le développement économique – un croissance annuelle à 2 chiffres depuis 13 ans - qui voit s'accroître l'internationalisation des sociétés chinoises, les délocalisations vers les pays à plus faible coût de main d'œuvre (Vietnam, Cambodge, Egypte...) et les tentatives de rééquilibrage de la balance commerciale – une priorité aussi, car cette question est génératrice de conflits.
- **Le développement de l'Ouest** : a été lancé en 2000, à partir de la prise de conscience du risque de tensions intérieures nées du différentiel de développement (71% du territoire, 30% de la population, 16% du PIB). Cette priorité du gouvernement central en fait le premier poste d'investissement : infrastructures en énormes progrès, emploi (fort taux de chômage chez les populations minoritaires). Ce programme a été accéléré après le 11 septembre 2001, mais les Chinois pensent « *tout économique* » alors que cela ne saurait être la réponse unique au terrorisme. Ils ont des difficultés à comprendre le malaise culturel musulman.
- **L'intégration régionale asiatique** : la Chine développe les partenariats avec les pays voisins, du Kazakhstan au Laos, ainsi qu'une coopération sécuritaire, avec un sentiment de légitimité naturelle sur la périphérie. Ont ainsi été créés :
 - l'**Organisation de Coopération de Shanghai** (lutte contre l'islamisme, planification du développement économique des pays d'Asie centrale) est devenue coopération énergétique ; Iran, Pakistan et Inde y participent comme observateurs. Considéré par l'Union européenne avec scepticisme cet organisme pourrait constituer, à l'avenir, un contre-poids asiatique de l'OTAN.
 - Créé en 2005, le **Sommet de l'Asie de l'Est** (dont sont membres Australie et Nouvelle Zélande) tend vers une architecture collective de sécurité.

Ces deux organismes ont une volonté commune de lutte contre l'hégémonie américaine en Asie, ceci en considérant que la défense et la sécurité ne sauraient reposer sur la seule la puissance économique. C'est la leçon tirée de la crise imposée dix ans durant au Japon et suivie de la crise asiatique, en fonction de la prédominance des intérêts américains !

En matière de dépenses militaires, en 2008 :

- USA 643,9 md USD soit 2.146,33 USD/habitant
- Chine 45 md USD soit 34,32 USD/habitant),

La Chine a des priorités : Taiwan (marine et aviation sont donc essentielles) en cas de proclamation d'indépendance, le Xinjiang, qui représente 25% du potentiel énergétique du pays (sans compter le passage des oléoducs, les centres nucléaires et spatiaux.) Sur le plan stratégique, le Tibet est moins essentiel.

La politique spatiale est un élément majeur (les Chinois ont annoncé leur intention d'aller sur la Lune vers 2030 !), et ce dans le contexte d'une concurrence avec l'Inde et le Japon.

La capacité spatiale de la Chine est identique à celle des Européens et ses efforts dans ce domaine tendent aussi à réduire sa vulnérabilité par des possibilités de saturation du bouclier anti-missiles américain.

Les succès politiques :

Avec 72 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté selon l'Occident ; 25 millions selon les critères chinois, la Chine – qui sera une puissance moyenne à la fin du 21^e siècle – est prudente et pragmatique, et ne recherche pas un conflit qui serait économiquement dévastateur. Pour comprendre ses réactions, il est essentiel de distinguer ce qu'elle considère comme ses intérêts vitaux (ex. la Birmanie, située à la périphérie et essentielle pour l'accès à l'Océan indien, ce qui l'amène à exercer son droit de veto au Conseil de sécurité), et ses intérêts nationaux (ex. l'Iran, ici la Chine peut voter des résolutions de l'ONU). Il faut également prendre en compte ses nouvelles alliances régionales, avec l'ASEAN (pour la géostratégie) avec Moscou (pour l'énergie) et avec New Delhi (pour des échanges gagnant / gagnant).

Les pays étrangers – pour ceux qui en douteraient – devraient se rendre compte que l'on ne pourra plus traiter avec elle comme on le fait encore aujourd'hui : ce qui constituera un véritable défi !

Les succès économiques :

Selon la Banque mondiale et le FMI, la Chine est actuellement la 3^e puissance économique du monde, elle sera la seconde en 2015 et la première vers 2040. Elle est le premier pays détenteur de devises au monde (plus de 1.300 md USD, donc 25% en bons du Trésor américain !) devant le Japon ; elle est le premier pays

destinataire des investissements étrangers directs parmi les nations en voie de développement, et au 3^e rang dans ce domaine au niveau mondial (après la Grande Bretagne et les USA.)

La Chine est le seul Etat à avoir réussi, en 30 ans, à faire sortir du seuil absolu de pauvreté (moins de 1 USD/jour) 400 millions de ses habitants, tandis que s'est constituée une classe moyenne de 300 à 350 millions de personnes. La Chine entraîne aujourd'hui l'économie mondiale : personne ne devrait avoir intérêt à déstabiliser un pays qui permet à tant d'autres de vivre à crédit... Entre 1980 et 2000, la croissance chinoise a en effet contribué pour 14% à la croissance mondiale (20,7% pour les Etats-Unis.)

La vulnérabilité énergétique :

La Chine offre une faiblesse majeure et essentielle, sa vulnérabilité énergétique, notamment pour les 20 années à venir ; il y a là un risque d'affrontement majeur avec les USA. Elle ne dispose que de 1% des réserves mondiales de gaz et de pétrole et l'Asie Centrale (et ses risques islamistes) est essentielle à ses approvisionnements. Il faut ici rappeler que la Turquie a reconnu, en 2003, la souveraineté chinoise sur le Xinjiang. Avec 4,57% de la population mondiale, les USA consomment 25% du pétrole ; avec 20,15% de la population mondiale, la Chine en consomme 8,50%.

Une véritable mutation :

Il serait dangereux de vouloir freiner le développement de la Chine car le monde a besoin d'elle. Jamais, dans l'histoire, une société n'a connu des changements aussi importants et aussi rapides : il faudrait savoir se servir de la Chine, et non – en s'aveuglant sur ce qui ne va pas – chercher à l'isoler. Depuis 15 ans, les spéculations relatives à son effondrement vont bon train, elles sont stériles et dangereuses. Si nous continuons ainsi, le réveil sera très douloureux dans une vingtaine d'années ! Les économistes étrangers essaient de « modéliser » le développement chinois, mais avec des concepts réducteurs qui ne prennent pas en compte les dimensions culturelles... et ils échouent (même l'essai de contrôle des exportations chinoises a échoué !) Les Chinois n'acceptent pas notre propension à vouloir guider leur mode de développement et cette attitude rencontre succès et estime dans les pays émergents et sous-développés.

Une priorité très forte se dessine en outre, celle de la protection de l'environnement « *du développement harmonieux* » selon leur terminologie. La Chine impose de nouvelles normes environnementales aux nouvelles installations. Elle gère ainsi la rupture et la continuité.

Quant aux réactions spécifiquement françaises, il faut ici distinguer le rôle des médias (il existe un quasi-terrorisme médiatique), celui de l'opinion publique et enfin celui des responsables politiques.

Des études montrent que l'opinion publique est très ouverte aux informations comparatives (nos succès et difficultés... et les leurs) et méfiante à l'égard des médias considérant qu'ils véhiculent une propagande (la menace chinoise fait vendre !) qui masque nos faiblesses tant historiques qu'actuelles ¹.

Pourquoi sommes-nous en position de faiblesse ? La France n'a pas, sur le plan culturel, digéré son passé colonial, tandis que l'Occident vend l'idée post-coloniale de l'existence de trois camps : chinois, musulman et occidental...

Le problème des Chinois, concernant les polémiques actuelles sur le Tibet ou le Xinjiang, ne serait-il pas de n'avoir pas, à l'image des Américains ou des Australiens exterminé les populations indigènes, ou à l'image de la France colonisé ces régions ? Contrairement à ce qui nous est affirmé, on y est scolarisé et on peut étudier dans les langues locales.

Pour ce qui concerne la question tibétaine, il est regrettable que les Chinois ne communiquent pas davantage à propos de leurs échanges avec les Tibétains et ce, pas plus que sur le Soudan par exemple.

Mais ils n'entrent pas dans la logique médiatique qui nous est propre !

Lionel Vairon, Directeur général CEC Consulting lionel.vairon@cec-consulting.eu

Tel : 06.21.49.18.78 www.cec-consulting.eu

¹ une étude (Le Monde du 8.7.2008) relative à la confiance des élites et du grand public français montre notamment que « *les élites croient moins que le grand public à l'école et à l'université (69% contre 76%) plus aux dirigeants des grandes entreprises (56% contre 45%)... et encore moins que le grand public aux journalistes (35% contre 40%) !* »